

Dionisie Ternovschi : « L'ingérence dans les processus électoraux est une nouvelle menace contre chacun d'entre nous ».

Des candidats parfaitement inconnus qui obtiennent 30% des voix lors de leur première participation, ou des résultats inattendus qui bouleversent en un scrutin des années de prévisions : l'ingérence étrangère dans les processus électoraux, est une réalité en plein essor, qui doit être contrée d'urgence tant par les Etats que par les autorités locales et régionales. Dans une résolution et une recommandation débattues et adoptées mercredi 26 mars, le Congrès a présenté plusieurs pistes pour y parvenir.

Les tentatives d'ingérence sont loin d'être une nouveauté, mais c'est la première fois depuis la fin de la Guerre Froide qu'elles sont aussi nombreuses et élaborées, a constaté Stewart Dickson (Royaume-Uni, R, GILD) en présentant son rapport. Stimulées tant par la guerre russe d'agression en Ukraine que par le développement rapide des nouvelles technologies, ces ingérences peuvent se baser sur la corruption et l'achat de votes, mais aussi sur la désinformation et bien entendu les cyberattaques et le piratage des registres électoraux. Si les Etats se protègent plus efficacement qu'il y a quelques années, il est temps que les échelons locaux et régionaux fassent de même. Toute ingérence, même limitée, peut modifier un résultat et bouleverser un paysage politique, et si les ingérences « extérieures » sont les plus fréquentes, elles peuvent aussi provenir de l'intérieur du pays concerné.

« Nous sommes particulièrement bien placés pour mesurer ce qu'est l'ingérence », a poursuivi Dionisie Ternovschi, président du Conseil de District de Ungheni, en République de Moldova : lors des élections présidentielles puis du référendum sur l'Europe de 2024, des ingérences flagrantes ont été décelées, au point de menacer les aspirations européennes de la majorité de la population. Mensonges orchestrés dans tous les médias, en ligne ou audiovisuels, publications et brochures, mais aussi achats de voix à peine dissimulés, tout a été fait par les partis pro-russes pour détourner les Moldaves de l'Europe et de la démocratie. « L'Europe doit continuer à nous aider dans notre chemin vers l'Europe, car elle est notre modèle de vie, et cela passe aussi par une mobilisation accrue contre les ingérences », a-t-il ajouté. L'heure de vérité sonnera d'ailleurs en octobre prochain pour la République de Moldova, dont les élections législatives, cruciales, doivent absolument échapper à toute ingérence.

Montrées du doigt par la plupart des membres du Congrès intervenus lors du débat, les ingérences russes ne se limitent pas à la République de Moldova, et s'observent, avec des méthodes comparables, en Ukraine, en Géorgie, en Bosnie-Herzégovine ou au Monténégro. L'ingérence, rappelait néanmoins Stewart Dickson, n'est toutefois pas le seul apanage de Russie, qui citait notamment la Chine ou, en dehors des Etats, les groupes fascistes et d'extrême droite.

Des ingérences à la fois politiques, financières et numériques

Lors du débat, de nombreux élus et jeunes délégués ont mis en avant les effets délétères de l'intelligence artificielle et des réseaux sociaux en matière d'ingérences : « si les réseaux

peuvent renforcer la démocratie locale, ils peuvent aussi paradoxalement la menacer, constatait Gudrun Mosler-Törnström (Autriche, L, SOC/V/DP), et en termes de protection, nous sommes souvent comme David face à Goliath ».

Maria Galit (République de Moldova, L, SOC/V/DP) a décrit les méthodes de la Russie pour peser sur les scrutins, en particulier lors du scrutin régional de l'Unité Territoriale de Gagaouzie en 2023 durant lequel « des flots d'argents ont été déversés par des oligarques, y compris pour manipuler les médias », et voit dans la protection de la démocratie et des élections locales une mission pour toute l'Europe. Pour Alexandr Tarnavski (République de Moldova, R, GILD) il ne faut pas non plus que l'ingérence « permette aux plus riches d'accéder au pouvoir », et si les ingérences continuent, « les prochaines élections seront un cataclysme » selon lui.

De par sa structure, la Bosnie-Herzégovine est elle aussi particulièrement vulnérable aux ingérences, notamment serbes et croates, notait sa jeune déléguée, Emina Pasanovic. Igor Stojanovic (Bosnie-Herzégovine, R, SOC/V/DP) considère que son pays est menacé à la fois par l'ingérence issue des technologies numériques et par l'ingérence directe de la Serbie voisine. Freja Fernholm, la déléguée jeune suédoise, juge urgent de promouvoir l'enseignement critique chez les jeunes, principaux utilisateurs des réseaux sociaux et particulièrement vulnérables face aux vidéos et images truquées : « il faut absolument enseigner la différence entre info et infox ! » demande-t-elle, un point de vue soutenu par Lukas Langer, délégué jeune tchèque, dans un plaidoyer pour l'éducation aux médias.